

Quimper, le 8 novembre 2022

Service eau et biodiversité

Note

à

Monsieur le Préfet

Affaire suivie par : Sandra MORDELET
Tél : 02 98 76 59 74
sandra.mordelet@finistere.gouv.fr

Objet : Synthèse des observations et propositions formulées lors de la consultation du public de la charte d'engagement à l'utilisation des produits phytopharmaceutiques sur le réseau SNCF

1. Objet de la consultation du public

SNCF Réseau entretient en continu 30 000 kilomètres de lignes traversant plus de 8 200 communes. Compte-tenu de l'importance du linéaire de voies circulées dont il est gestionnaire, SNCF Réseau a développé au fil du temps différentes techniques de maîtrise de la végétation, intégrant notamment l'utilisation de produits phytopharmaceutiques de synthèse, afin d'assurer la sécurité ferroviaire et du personnel. SNCF Réseau s'est engagé depuis quelques années dans une stratégie globale visant à ne plus utiliser de glyphosate à compter de fin 2021 et à réduire l'usage de tous les produits phytopharmaceutiques de synthèse. C'est dans ce contexte que SNCF Réseau a proposé un projet de charte d'engagement.

Les chartes d'engagement à l'utilisation des produits phytopharmaceutiques sur le réseau SNCF prévues à l'article L. 253-8 du code rural et de la pêche maritime permettent de formaliser les mesures de protection mises en place par les utilisateurs de produits phytopharmaceutiques à proximité des zones d'habitation et des lieux accueillant des groupes de personnes vulnérables ou des travailleurs présents de façon régulière et ont pour but de créer un dialogue entre SNCF Réseau et les riverains.

Par décision du 19 mars 2021, le Conseil constitutionnel a invalidé l'ensemble des procédures de consultation mises en œuvre en 2020 en vue de valider ces chartes d'engagement. L'État, garant de l'application de la décision du Conseil constitutionnel, met donc en œuvre une consultation du public sur une nouvelle version de charte proposée par le gestionnaire du réseau ferroviaire Bretagne Pays de la Loire.

Conformément à la décision du Conseil d'Etat du 26 juillet 2021, les chartes doivent s'appliquer aux lieux accueillant des travailleurs présents de façon régulière, en sus des zones d'habitation déjà prévues dans les chartes de juin 2021, et intégrer des mesures d'information préalable des résidents et des travailleurs présents ainsi que de définir des modalités d'information des résidents ou des personnes présentes et des modalités de conciliation.

La consultation du public est organisée afin de recueillir les observations et propositions du public sur le projet de charte départementale d'engagement relatif à l'utilisation des produits phytopharmaceutiques sur le réseau SNCF.

• Contexte réglementaire :

En application de l'article 83 de la loi n° 2018-938 du 30 octobre 2019 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et agroalimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous dite « loi EGAlim » et du décret n°2019-1500 du 27 décembre 2019 relatifs aux mesures de protection des personnes lors de l'utilisation de produits phytopharmaceutiques à proximité des zones d'habitation, un modèle de charte départementale d'engagements relatif à l'utilisation des produits phytopharmaceutiques a été proposé par SNCF Réseau.

Cette charte concerne l'utilisation par SNCF Réseau des produits phytosanitaires à proximité des zones d'habitation ou accueillant des travailleurs de manière régulière, hors produits de biocontrôle et hors produits composés uniquement de substances de base ou de substances à faibles risques au sens du règlement (CE) n° 1107/2009 du Parlement européen et du Conseil. Elle complète la réglementation générale sur l'utilisation des produits phytopharmaceutiques et prévoit la mise en place d'une plateforme fournissant un planning géolocalisé précisant où SNCF Réseau réalisera des traitements.

Elle vise à favoriser le dialogue entre le personnel, les habitants, les élus locaux et le gestionnaire ferroviaire, et à répondre aux enjeux de santé publique liés à l'utilisation des produits phytopharmaceutiques et particulièrement aux abords des lieux occupés.

Elle précise notamment les distances de sécurité et les autres mesures de protection des riverains à l'exposition des produits phytopharmaceutiques.

• Durée de la consultation du public :

En application de l'article L. 123-19-1 du code de l'environnement, le projet d'arrêté préfectoral accompagné de la charte d'engagements, ont été soumis à la consultation préalable du public du 22 septembre 2022 au 12 octobre 2022.

2. Synthèse de la consultation du public

Aucune observation n'a été déposée.

3. Motifs de la décision

Considérant l'absence d'observations, nous proposons à la signature de monsieur le Préfet le projet d'arrêté tel que mis en consultation.

Le directeur départemental des territoires et de la mer

Stéphane BURON